

Veille législative du 8 février 2018

Veille réglementaire	Suivi législatif	Questions/Réponses
Alimentation/agriculture	Alimentation/agriculture	Alimentation/agriculture
Automobile/transport	Banque/argent	Automobile/transport
Economie	Droit-justice	Environnement/développement durable
Environnement/développement durable	Economie	Logement/immobilier
Santé	Environnement/développement durable	Loisir/tourisme
	Santé	

Veille réglementaire

Alimentation/agriculture

> Règlement (UE) 2018/175 de la Commission du 2 février 2018 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 110/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses

JOURNAL OFFICIEL DE L'UNION EUROPEENNE, L32 du 6 février 2018

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018R0175&from=...>

> Règlement d'exécution (UE) 2018/183 de la Commission du 7 février 2018 concernant le refus d'autorisation du formaldéhyde en tant qu'additif pour l'alimentation animale appartenant aux groupes fonctionnels des conservateurs et des améliorateurs des conditions d'hygiène

JOURNAL OFFICIEL DE L'UNION EUROPEENNE, L34 du 8 février 2018

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv%3AOJ.L_.2018.034.01.0...

> Règlement (UE) 2018/192 de la Commission du 8 février 2018 modifiant l'annexe VII du règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les laboratoires de référence de l'Union européenne pour les contaminants dans les aliments pour animaux et les denrées alimentaires

JOURNAL OFFICIEL DE L'UNION EUROPEENNE, L36 du 9 février 2018

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018R0192&from=...>

Automobile/transport

> Règlement n° 94 de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) — Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules en ce qui concerne la protection des occupants en cas de collision frontale [2018/178]

JOURNAL OFFICIEL DE L'UNION EUROPEENNE, L35 du 8 février 2018

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A42018X0178&from=...>

Economie

> Règlement (UE) 2018/174 de la Commission du 2 février 2018 mettant en œuvre le règlement (CE) n° 1177/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) en ce qui

concerne la liste des variables cibles secondaires sur la transmission intergénérationnelle des désavantages sociaux, la composition des ménages et l'évolution des revenus pour 2019

JOURNAL OFFICIEL DE L'UNION EUROPEENNE, L32 du 6 février 2018

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018R0174&from=...>

Environnement/développement durable

> Règlement délégué (UE) 2018/172 de la Commission du 28 novembre 2017 modifiant les annexes I et V du règlement (UE) n° 649/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

JOURNAL OFFICIEL DE L'UNION EUROPEENNE, L32 du 6 février 2018

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018R0172&from=...>

> Recommandation (UE) 2018/177 de la Commission du 2 février 2018 sur les éléments à inclure dans les arrangements techniques, juridiques et financiers entre les États membres pour l'application du mécanisme de solidarité en vertu de l'article 13 du règlement (UE) 2017/1938 du Parlement européen et du Conseil concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel

JOURNAL OFFICIEL DE L'UNION EUROPEENNE, L32 du 6 février 2018

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A32018H0177&from=...>

Santé

> Arrêté du 1er février 2018 relatif au suivi et à l'évaluation de la stratégie nationale de santé 2018-2022

JOURNAL OFFICIEL, lois et décrets du 8 février 2018

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036580419

Suivi législatif

Alimentation/agriculture

> **Questions sociales et santé : fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques**

Sénat - 1ère lecture

Rapport n° 236 déposé le 24 janvier 2018

Discussion en séance publique au cours de la séance du jeudi 1er février 2018

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques, adoptée en 1ère lecture par le Sénat le 1er février 2018, TA n° 55

Assemblée nationale - 1ère lecture

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes des produits phytopharmaceutiques, n° 630, déposée le 1er février 2018 et renvoyé à la commission des affaires sociales

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/fonds_indemnisation_victimes_produ...

Banque/argent

> **Economie : offres de prêt immobilier conditionnées à la domiciliation des revenus de l'emprunteur**

Sénat - 1ère lecture

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1090 du 1er juin 2017 relative aux offres de prêt immobilier conditionnées à la domiciliation des salaires ou revenus assimilés de l'emprunteur sur un compte de paiement, n° 710, déposé le 30 août 2017 et renvoyé à la commission des finances

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/ratification_ordonnance_2017-1090...

> **Economie: services de paiement dans le marché intérieur**

Assemblée nationale - 1ère lecture

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, n° 368, déposé le 7 novembre 2017 et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire

Discussion en séance publique

séance du jeudi 8 février 2018

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, adopté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 8 février 2018, TA n° 83

Sénat - 1ère lecture

Projet de loi, adopté, par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, n° 292, déposé le 8 février 2018 et renvoyé à la commission des finances

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/ratification_ordonnance_2017-1252...

Droit-justice

> **Economie : réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations**

Sénat - 1ère lecture

Discussion en séance publique au cours de la séance du mardi 17 octobre 2017

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, adopté en 1ère lecture par le Sénat le 17 octobre 2017, TA n° 5

Assemblée nationale - 1ère lecture

Projet de loi, adopté par le Sénat, ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, n° 315, déposé le 18 octobre 2017 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république

Discussion en séance publique

1ère séance du lundi 11 décembre 2017

2e séance du lundi 11 décembre 2017

projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, modifié en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 11 décembre 2017, TA n° 46

Sénat - 2e lecture

Projet de loi, modifié, par l'Assemblée nationale, ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, n° 154, déposé le 12 décembre 2017 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

Discussion en séance publique au cours de la séance du jeudi 1er février 2018

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, adopté avec modifications en 2e lecture par le Sénat le 1er février 2018 , TA n° 54

Assemblée nationale - 2e lecture

Projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, en deuxième lecture, ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations, n° 629, déposé le 1er février 2018 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république

Rapport n° 639 déposé le 7 février 2018

Discussion en séance publique

1ère séance du jeudi 15 février 2018

2e séance du jeudi 15 février 2018

3e séance du jeudi 15 février 2018

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/ratification_ordonnance_2016_131.a...

> Recherche : protection des données personnelles

Assemblée nationale - 1ère lecture

Projet de loi relatif à la protection des données personnelles, n° 490, déposé le 13 décembre 2017 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république.

Le Gouvernement a engagé la procédure accélérée sur ce projet de loi le 13 décembre 2017

Discussion en séance publique

Discussion en séance publique

1ère séance du mardi 6 février 2018

2e séance du mardi 6 février 2018

1ère séance du mercredi 7 février 2018

2e séance du mercredi 7 février 2018

séance du jeudi 8 février 2018

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/donnees_personnelles_protection.as...

Economie

> Collectivités territoriales : Agence nationale pour la cohésion des territoires

Assemblée nationale - 1ère lecture

Proposition de loi de M. Philippe VIGIER et plusieurs de ses collègues créant une Agence nationale pour la cohésion des territoires, n° 303, déposée le 17 octobre 2017 et renvoyée à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Discussion en séance publique

2e séance du jeudi 7 décembre 2017

Une motion de renvoi en commission a été adoptée lors de la deuxième séance du jeudi 7 décembre 2017

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/agence_nationale_cohesion_territo...

> Fonction publique : un Etat au service d'une société de confiance

Assemblée nationale - 1ère lecture

Projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance, n° 424, déposé le 27 novembre 2017 et renvoyé à une commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour un état au service d'une société de confiance.

Le Gouvernement a engagé la procédure accélérée sur ce projet de loi le 27 novembre 2017

Table ronde, ouverte à la presse, de représentants de think tanks, avec, sous réserves, la participation de l'Institut français pour la recherche en administration des

politiques publiques (iFRAP), de l'Institut Montaigne, de Terra Nova et de la Fondation Jean Jaurès au cours de la réunion du 13 décembre 2017

Table ronde, ouverte à la presse, réunissant des représentants d'organisations syndicales de la fonction publique au cours de la réunion du 20 décembre 2017

Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics au cours de la réunion du 20 décembre 2017

Rapport n° 575 déposé le 18 janvier 2018 :

Discussion en séance publique

2e séance du mardi 23 janvier 2018

3e séance du mardi 23 janvier 2018

1ère séance du mercredi 24 janvier 2018

2e séance du mercredi 24 janvier 2018

1ère séance du jeudi 25 janvier 2018

2e séance du jeudi 25 janvier 2018

3e séance du jeudi 25 janvier 2018

1ère séance du vendredi 26 janvier 2018

2e séance du vendredi 26 janvier 2018

3e séance du vendredi 26 janvier 2018

2e séance du mardi 30 janvier 2018

Projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance, adopté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 30 janvier 2018, TA n° 73

Sénat - 1ère lecture

Projet de loi, adopté, par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, pour un Etat au service d'une société de confiance, n° 259, déposé le 31 janvier 2018

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/etat_service_societe_confiance.asp

Environnement/développement durable

> Environnement : évaluation environnementale des projets et information du public

Assemblée nationale - 1ère lecture

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, n° 11, déposé le 29 juin 2017 et renvoyé à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Le Gouvernement a engagé la procédure accélérée sur ce projet de loi le 29 juin 2017.

Rapport n° 91 déposé le 11 juillet 2017

Discussion en séance publique

1ère séance du mardi 18 juillet 2017

2e séance du mardi 18 juillet 2017

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, adopté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 18 juillet 2017, TA n° 4

Sénat - 1ère lecture

Projet de loi, adopté, par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, n° 666, déposé le 19 juillet 2017 et renvoyé à la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Rapport n° 8 déposé le 5 octobre 2017 :

Discussion en séance publique au cours de la séance du mardi 10 octobre 2017

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, modifié en 1ère lecture par le Sénat le 10 octobre 2017 , TA n° 1

Commission Mixte Paritaire

Projet de loi, modifié par le Sénat, ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, n° 272, déposé le 12 octobre 2017

Rapport déposé le 20 décembre 2017 par M. Jean-Marc Zulesi rapporteur, sous le n° 526 à l'Assemblée nationale et par M. Alain Fouché rapporteur, sous le n° 198 au Sénat

Assemblée nationale

Discussion en séance publique

1ère séance du mercredi 7 février 2018

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, adopté, dans les conditions prévues à l'article 45, alinéa 3, de la Constitution par l'Assemblée nationale le 7 février 2018 , TA n° 82

Sénat

Discussion en séance publique au cours de la séance du jeudi 15 février 2018

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/ratification_ordonnances_2016-1058...

> Collectivités territoriales : « eau » et « assainissement », compétences optionnelles des préparatoires

Assemblée nationale - 1ère lecture

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération, n° 86, redéposée le 6 juillet 2017 et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république

Rapport n° 262 déposé le 4 octobre 2017 par M. Fabrice Brun

Discussion en séance publique

2e séance du jeudi 12 octobre 2017

Une motion de renvoi en commission a été adoptée lors de la deuxième séance du jeudi 12 octobre 2017

http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/competences_communautes_communes_e...

Santé

> Questions sociales et santé : lutte contre la désertification médicale

Assemblée nationale - 1ère lecture

Proposition de loi de MM. Olivier FAURE, Guillaume GAROT, Stéphane LE FOLL, Mmes Marie-Noëlle BATTISTEL, Gisèle BIÉMOURET, M. Jean-Louis BRICOUT, Mmes Christine PIRES BEAUNE, Cécile UNTERMAIER et M. Joël AVIRAGNET et plusieurs de leurs collègues visant à lutter contre la désertification médicale, n° 477, déposée le 6 décembre 2017 et renvoyée à la commission des affaires sociales

Rapport n° 543 déposé le 10 janvier 2018 par M. Guillaume Garot

Discussion en séance publique
1ère séance du jeudi 18 janvier 2018
Une motion de renvoi en commission a été adoptée lors de la première séance du
jeudi 18 janvier 2018
http://www.assemblee-nationale.fr/15/dossiers/lutte_desertification_medicale.asp

Questions/Réponses

Alimentation/agriculture

> agroalimentaire - Portions individuelles de fromages et gaspillage alimentaire
ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 6 février 2018
<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-3656QE.htm>

> agriculture - Développement de l'agriculture biologique et incitation à la conversion
ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 6 février 2018
<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-3649QE.htm>

> aquaculture et pêche professionnelle - Maintien de l'interdiction de la pêche
électrique
ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 6 février 2018
<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-4319QE.htm>

> agriculture - Nouveaux OGM
ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 6 février 2018
<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-3396QE.htm>

> animaux - Le chapitre du bien-être animal dans les états généraux de l'alimentation
ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 6 février 2018
<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-2629QE.htm>

> agroalimentaire - Stigmatisation de la filière viande dans le cadre du PNNS
ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 6 février 2018
<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-3657QE.htm>

Automobile/transport

> système d'édition des cartes grises et immatriculations
SENAT (Q/R) du 8 février 2018
<http://www.senat.fr/questions/base/2017/qSEQ171202479.html>

> Service auto-train de la SNCF
SENAT (Q/R) du 8 février 2018
<http://www.senat.fr/questions/base/2017/qSEQ171101840.html>

Environnement/développement durable

> eau et assainissement - Loi NOTRe, transfert obligatoire des compétences "eau" et
"assainissement"
ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 6 février 2018
<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-2467QE.htm>

> Mise en œuvre du plan national cavités
SENAT (Q/R) du 8 février 2018

<http://www.senat.fr/questions/base/2017/qSEQ171202644.html>

> Autoconsommation électrique et intervention d'un tiers investisseur
SENAT (Q/R) du 8 février 2018

<http://www.senat.fr/questions/base/2018/qSEQ180102753.html>

Logement/immobilier

> impôts et taxes - Fiscalité travaux méréule

ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 6 février 2018

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-3278QE.htm>

> bâtiment et travaux publics - Les nouvelles techniques de construction

ASSEMBLEE NATIONALE (Q/R) du 6 février 2018

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-3674QE.htm>

Loisir/tourisme

> Microtransactions, loot boxes et jeu vidéo

SENAT (Q/R) du 8 février 2018

<http://www.senat.fr/questions/base/2017/qSEQ171102138.html>